

LA VÉRITÉ

Premier journal paru dans la clandestinité (N° 1 août 1940)
PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE
(Section française de la IV^e Internationale)

Bulletin intérieur
Prix : 4 francs



Expropriation des Organisations de la Vie Chère : les BANQUES! Nationalisation sans indemnité ni rachat des Industries-Clefs!

PAS DE NATIONALISATIONS DE PACOTILLE en compagnie des Agents des Trusts

Nous avons abordé dans un article précédent les lignes générales du projet dit de la « nationalisation du crédit ». Nous allons examiner à présent la portée réelle de la loi qui vient d'être votée à cet effet.

L'ASSEMBLEE Constituante, à majorité « communiste » et « socialiste » — cette majorité qui n'ose pas prendre le pouvoir, malgré les 10 millions de voix qui se sont portés sur ses listes — vient d'adopter le projet sur la prétendue « nationalisation du crédit » tel qu'il a été élaboré par le tandem de Gaulle-Pleven. Sont « nationalisés » : la Banque de France, le Crédit Lyonnais, la Société Générale, le Comptoir d'Escompte et la B.N.C.I. MAIS, DES L'ABORD, EST-IL POSSIBLE D'ARRACHER REELLEMENT AU CONTRÔLE DES 200 FAMILLES — DES MAGNATS DE LA BANQUE ET DE L'INDUSTRIE — LE SYSTEME DU CREDIT, ALORS QUE L'ON PARTAGE AVEC LEURS AGENTS LA RESPONSABILITE ET L'EXERCICE DU POUVOIR GOUVERNEMENTAL? Il suffit d'examiner la loi Pleven pour se convaincre du contraire.

Le Mécanisme des Nationalisations

En effet:
1. Nationalisation, en ce cas, a voulu dire RACHAT A BON PRIX PAR L'ETAT des obligations des actionnaires.
2. Qu'y a-t-il de changé, après cela, dans les organismes dirigeants de la Banque de France? RIEN, ABSOLUMENT RIEN — comme le remarquait justement « Franc-Tireur » de dimanche. On garde, et pour cause, comme gouverneur de la Banque de France, un représentant de l'Inspection des Finances, ce corps d'élite des laquais du grand capital français. Le gouverneur voit ses pouvoirs renforcés: il préside, en effet, la « Commission de Contrôle des Banques », instituée par la même loi et qui se substitue aux anciennes Assemblées générales de chacune des quatre grandes Banques « nationalisées ».
La GESTION de ces dernières est confiée à des Conseils d'administration composés de DOUZE membres: HUIT désignés par le gouvernement parmi les gros bonnets de la finance et même parmi les « anciens » actionnaires »; DEUX parmi les membres du haut personnel et DEUX parmi les bureaucrates syndicaux.
Cet appareil compliqué couvre un fait très simple: la direction de la Banque de France par l'intermédiaire de son Conseil général et de son gouverneur; la direction des quatre grandes Banques nationalisées par le double truchement des « Conseils d'administration et de la Commission de Contrôle des Banques », aboutissant au ministère des Finances, véritable Bastille du Capital, et au ministre des Finances, le fondé des pouvoirs des 200 familles!
La création d'un « Conseil National du Crédit » qui, en principe, surveille également « LE SECTEUR LIBRE », remplit auprès du ministre des Finances le rôle de la défunte Consultative auprès de de Gaulle. Mais rien n'a été laissé au hasard: sur les 39 membres qui la composent, SEPT sont désignés par les syndicats (C. G. T. et C.F.T.C.) et TRENTE-DEUX parmi les gros bonnets de la Finance. « Cependant, écrit « le Monde » du 2-3 décembre, la direction du crédit est EFFECTIVEMENT ASSUREE, SOUS L'AUTORITE DU MINISTRE DES FINANCES, PAR LE GOUVERNEUR DE LA BANQUE DE FRANCE ». On prend les mêmes et on recommence... tel est le mécanisme des « nationalisations » faites en compagnie des agents des trusts!

As-tu souscrit pour le million ?

A la Constituante, aucune voix ne s'est encore élevée pour faire cesser la campagne esclavagiste d'Indochine ni pour imposer la reconnaissance de l'Indépendance du Viet-Nam.
Aucune voix ne s'est élevée pour la nationalisation sans indemnité ni rachat de toutes les banques et leur fusion en un établissement unique de crédit contrôlé par les travailleurs.
Parce que les moyens d'expression limités du P.C.I. et la caution électorale ne lui ont pas permis d'avoir des élus.
Dans six mois, il y aura des députés trotskystes à la nouvelle Chambre, si tu nous aides à faire entendre notre voix aux élections en sous-fusion, en faisant souscrire tes amis pour le million!

Une Entreprise de Renflouement
Deux questions surgissent ici naturellement:
1. Si l'on prend les mêmes et qu'on recommence, pourquoi donc les Banques s'opposent-elles, même, à ces « nationalisations »?
2. Ne vaut-il pas mieux être « réaliste », commencer par « nationaliser », même d'une façon bâtarde, et étendre progressivement les nationalisations que l'on perfectionnera ensuite?
Pour répondre à ces questions, il est nécessaire de se rappeler tout d'abord

par
Jean MARCOUX

le rôle que jouent dans l'économie les grosses banques et les grands monopoles.
Le capitalisme libéral, basé sur la libre concurrence, a depuis longtemps cédé le pas au capitalisme des monopoles. Ceux-ci réglementent à leur guise les prix et les transactions sur le marché, sans atténuer en rien l'anarchie du marché; il n'a fait que lui donner un caractère plus convulsif et plus chaotique. En période de crise aiguë, — obligé de tenir compte de la poussée des masses populaires, — l'Etat, agissant en tant que représentant de la bourgeoisie dans son ensemble, fait mine d'arracher à certains monopoles le contrôle du marché, s'ingénie à parler même de « planification », et tente à son tour de « réglementer » un marché désorganisé. De telles « nationalisations » ont eu lieu aussi bien sous Daladier que sous Hitler, sous Roosevelt que sous Churchill-Attlee.
IL EST EVIDENT QUE CHAQUE MONOPOLE S'EFFORCE DE DETOURNER L'INGERANCE ETATI QUE SUR SON VOISIN ET N'ACCEPTE LE CONTROLE QU'AVEC RETICENCE. Ces « nationalisations », qui confèrent à l'Etat bourgeois la tâche de « limiter » le rôle des monopoles, ne peuvent évidemment remettre debout un appareil financier détraqué, une économie en putréfaction et une industrie stagnante: elles ne sont bonnes qu'à jeter de la poudre aux yeux des masses et à masquer la platitude du gouvernement « d'unanimité nationale » devant les banques.

Un Secteur qui se porte bien

CONTROLLER LE SYSTEME DU CREDIT, c'est d'abord CONCENTRER toutes les Banques en une seule. SE DEBARRASSER DE LA TUTELLE DES REQUINS DE LA FINANCE, c'est exproprier toutes les Banques, et empêcher les valets des 200 familles de revenir à la tête des « Banques nationalisées ».
Même si l'on admettait que les 5 grandes Banques sont effectivement nationalisées, il reste officiellement dans le « secteur libre » 700 BANQUES ET LEURS 8.400 SUCCURSALES. Parmi elles, trônent la Banque de Paris et des Pays-Bas et Banque de l'Union Parisienne dont le chiffre d'affaires ne le cède en rien au « secteur nationalisé ». En outre, ce chiffre d'affaires se trouvera considérablement augmenté par le transfert de fonds dans le secteur libre qu'organise la clientèle capitaliste.

Le M.R.P. a eu chaud
Soit dit en passant, ce n'est pas un hasard si l'on n'a pas touché à la Banque de Paris et des Pays-Bas. La Banque de M. Flory (du M.R.P.) n'éprouvait nul besoin d'une ingérence, même légère, du ministère. Le Général de Gaulle et le M.R.P. l'ont sauvée en menaçant la Constituante d'ajourner même la loi Pleven, et nos socialistes et communistes français ont bien sagement retiré leurs amendements...
Comment peut-on parler en ce cas, sans plaisanter, de CONTROLE DU CREDIT, alors que plus de 50 % du marché reste comme auparavant en « secteur libre »?

Le Rachat des Actions

Mais revenons aux « Banques nationalisées »: le « rachat » des actions des 4 grandes Banques aura lieu, comme de bien entendu, à un prix « équitable ». L'organe des Trusts lui-même, « Le Monde », en convient. Le rachat des actions des requins de la Finance s'étalera SUR 50 ANS pendant lesquels — comme l'écrit en toutes lettres l'« Humanité » du 1^{er} décembre — « les revenus leur seront servis dans les conditions auxquelles ils sont accoutumés ». Ceci grèvera annuellement le budget, de la coquette somme de 230 millions!! Qui les paiera? Les masses laborieuses déjà écrasées par l'impôt cédulaire.
Au lieu de dénoncer ouvertement cette escroquerie politique, Ducloux accepte de couvrir les agissements des de Gaulle et Pleven en affirmant: « Nous (communistes français) n'avons pu faire introduire dans la loi tout ce que nous voulons y mettre. Mais nous ne pratiquons pas la politique de « tout ou rien »! En fait, il s'agit d'une lamentable capitulation devant les 200 familles, nouvelle preuve de la couardise des sociaux patriotes « d'unanimité nationale ». Vous acceptez Ducloux, que ce soient de Gaulle et Pleven avec leur « Inspection des Finances » qui assument le contrôle des Banques nationalisées; vous acceptez en outre qu'un secteur libre de 700 Banques — parmi lesquelles trônent la Banque de Paris et des Pays-Bas, et l'Union Parisienne — régissent une grande partie de l'économie; et après cela vous osez présenter les expédients d'un régime poussé comme les exigences révolutionnaires de la classe ouvrière? Il n'est pas étonnant que pour de telles nationalisations, M. Schumann comme M. Herriot, s'affirment tout de suite comme des partisans empressés!.. La loi Pleven n'est-elle pas, en effet, le Meilleur Rempart des Profiteurs.

Pas de Nationalisations de pacotille

La classe ouvrière veut effectivement briser la dictature des grosses banques et non fournir des alibis au gouvernement d'unanimité nationale. Au lieu de nationalisations de pacotille elle demande:
L'EXPROPRIATION DE TOUTES LES BANQUES. PAS D'INDEMNITE. PAS DE RACHAT DES ACTIONS DES MARGOULINS DE LA FINANCE! PAS DE RETOUR DE LEURS AGENTS A LA TETE DES BANQUES « NATIONALISEES »!

On ne peut réellement arracher le contrôle du système du crédit aux 200 familles qu'en cessant de partager avec leurs agents le pouvoir gouvernemental. A LA PORTE LES DE GAULLE ET LES PLEVEN. AGENTS DE LA GROSSE BANQUE ET DES MONOPOLEURS! CONTROLE DES TRAVAILLEURS SUR LES BANQUES NATIONALISEES!
Sans doute une telle politique ne s'accorde guère avec les arguments avocassiers des Ducloux, Hervé et autres André Philip. ELLE EXIGE L'APPEL A LA CLASSE OUVRIERE. ELLE EXIGE LA CONFIANCE DANS LE PEUPLE. Le « réalisme » à la Hervé qui clame dans l'« Humanité » (4-12-45), au lendemain des nationalisations de pacotille des 5 Banques: « Réjouissons-nous du premier résultat acquis. A chaque jour suffit sa peine » — n'est qu'une misérable tromperie. C'est un alibi accordé aux agents des 200 familles.

Peut-on Produire d'abord?

par P. FAVRE

16 mois de « paix sociale »

Depuis 16 mois, chaque fois que les travailleurs exaspérés par la faim et la misère ont entrepris un combat revendicatif, ils se sont heurtés au veto de la toute puissante direction syndicale. « Travaillez d'abord, revendiquez... ensuite ». « Produire, produire », tels étaient les slogans qui ont succédé au « Tout pour la guerre ».
M. Pleven, enhardi, se lance dans l'agitation: « Retrouvez vos manches! »
Si les panneaux de M. Pleven font hausser les épaules aux travailleurs, en revanche nous devons reconnaître que de trop nombreux ouvriers, jusque dans les corporations les plus avancées, ont fini par admettre qu'il faut « produire d'abord ». Bien plus, certains acceptent que la C.G.T., abandonnant l'action revendicative pour laquelle elle fut créée, joue systématiquement le rôle autrefois réservé aux jaunes briseurs de grèves et qu'elle se charge d'obtenir un rendement maximum de l'ouvrier.
Reconnaissons en même temps que s'ils s'inclinent devant cet état de fait, c'est parce qu'ils y sont poussés par une préoccupation tout à fait sérieuse qui se résume ainsi: « la misère actuelle tient en partie à la pénurie de produits de consommation. Il est donc nécessaire d'augmenter la production pour améliorer de façon appréciable le pouvoir d'achat des masses ».
C'est indiscutable.
Mais toute la question est de savoir si c'est en collaborant avec les capitalistes, si c'est en s'alliant à eux pour briser la lutte de classe des exploités, si c'est en transformant les partis ouvriers et la C. G. T. en piliers de l'ordre bourgeois que l'on peut parvenir à développer la production et à satisfaire les besoins des masses.

16 mois de chaos

Depuis 16 mois, par la volonté des dirigeants syndicaux, les travailleurs ont consenti tous les sacrifices; ils ont accepté des salaires de misère; aussi bien que la hausse du coût de la vie; ils ont travaillé, travaillé, travaillé; ils ont retroussés leurs manches dix fois reprises.
Leur sort s'est-il amélioré? Ont-ils des vêtements, des chaussures? Non! Mais au moins l'industrie est-elle remise en marche? La production a-t-elle été réorganisée? Les sinistrés sont-ils logés? Non! C'est la incurie, la désorganisation dans tous les secteurs. C'est la corruption et c'est le marché noir.
Tout ce que le gouvernement bourgeois a été capable de faire — en collaboration avec les socialistes et les communistes français, ne Poublions pas — ce fut de mendier des secours aux grands impérialismes vainqueurs au prix d'une inféodation économique et politique (Bloc occidental politique antisoviétique)! Le prix est élevé, le résultat misérable.

L'épreuve du feu

Le mot d'ordre « Produire d'abord » va subir l'épreuve du feu. Sur les cinq ministres communistes français que compte le gouvernement de coalition, l'un, M. Thorez, ministre d'Etat, fait pendant au Meilleur Rempart des Profiteurs et autres Francisque Gay dans le décoratif « dessus de cheminée » gouvernemental.
Les quatre autres se sont vu confier par le général des trusts les quatre ministères où ils pourront appliquer le point de leur programme que les capitalistes approuvent sans réserve: « travailler d'abord. Revendiquez après ». La bourgeoisie attend d'eux, précisément, qu'ils fassent travailler et qu'ils empêchent de revendiquer. Elle y gagnera à tout coup: en cas de succès, elle empêche les bénéficiaires. En cas d'échec, c'est-à-dire de luttes grévistes, les communistes français non seulement restent, comme en juin 36, les plus capables d'endiguer le mouvement, mais de plus ils se discréditent aux yeux des travailleurs en jouant les briseurs de grève.
La Guerre, l'Intérieur, les Affaires étrangères au P.C.F.? Vous n'y pensez pas! Mais:
Armements: Tillon. Produire des tanks contre l'Indochine et revendiquez... après.
Production industrielle: Marcel Paul. Produire d'abord...
Travail: Ambroise Croizat. Travaillez, prenez de la peine...
Economie Nationale: Billoux. Faire produire sous la tutelle vigilante de M. Pleven.
Toujours pour obtenir le meilleur rendement, les autres postes de con-

tremaître ont été confiés à des Socialistes: Jules Moch aux Transports et Travaux publics, Eugène Thomas aux P.T.T.
Voilà la tâche que De Gaulle a eu la bonté de confier aux deux partis ouvriers QUI DÉTIENNENT DANS LE PAYS ET A LA CONSTITUANTE LA MAJORITÉ ABSOLUE DES SUFFRAGES. C'est déjà ainsi que la Constituante bourgeoise de 1848 a utilisé et discrédité les socialistes utopistes à la Louis Blanc. Cela finit par l'Empire. Mais les utopistes de 48 avaient l'excuse d'être une infime minorité dans l'assemblée d'alors.
Les utopistes d'aujourd'hui n'ont rien appris.
Pendant 16 mois, malgré le démenti des faits, ils nous ont seriné: Travaillez d'abord! Par le travail les ouvriers assureront la RENAISSANCE FRANÇAISE.
Or, la Renaissance Française n'a pas montré le bout de son nez. Est-ce la faute des ouvriers? Non. Ils ont accepté de travailler et de faire des heures supplémentaires avec le ventre creux.
Mais comment peut-on imaginer une renaissance de la France des capitalistes lorsqu'on voit les U.S.A. incapables de surmonter leur propre chaos? Ce pays qui est le plus puissant du monde, qui possède l'armature industrielle et l'outillage les plus perfectionnés, qui s'est ouvert par sa suprématie militaire d'immenses marchés aux besoins insatiables, est incapable de donner du travail à ses ouvriers. Ses chômeurs se comptent par millions, des grèves gigantesques le secouent. Ce que la puissante Amérique capitaliste est incapable de faire, on voudrait nous faire croire que la France capitaliste exanquée, avec ses immenses destructions, avec son outillage périmé avec ses finances ruinées peut le réaliser... si les ouvriers sont bien sages... s'ils acceptent de payer les pots cassés. Alors que la catastrophe menace, on nous berce d'utopies dorées!

Mais nos utopistes ont d'autres tours dans leur sac. Si tout ne va pas pour le mieux c'est parce que LES TRUSTS SABOTENT, disent-ils. Et ils continuent: faire grève, revendiquer, c'est faire le jeu des trusts. Travailler c'est lutter contre eux, c'est leur faire une bonne blague.
De deux choses l'une:
— ou bien les trusts sabotent. Alors les puissants moyens dont ils disposent (y compris le gouvernement ou leurs agents) sont la majorité venant à l'échec tous les efforts des travailleurs. Il faut donc faire appel à la seule force qui peut les vaincre: la classe ouvrière en lutte, mobilisée pour imposer, soutenir et contrôler un gouvernement socialiste-communiste-C.G.T. qui fera DE VRAIES nationalisations;
— ou bien il s'agit d'autre chose. Il s'agit de l'anarchie inhérente au régime capitaliste, d'une pourriture profonde et définitive dont les monopoles privés, les trusts, ne sont qu'un aspect; et s'est au régime lui-même, à ses bases qu'il faut s'attaquer. Il faut rompre la coalition avec ses agents, il faut mobiliser les masses laborieuses pour son renversement.

Cette deuxième explication est la bonne. Le sabotage, c'est à 90 % l'incapacité du régime du profit.
Ainsi personne ne prétend que les trusts américains sabotent consciemment leur propre source de bénéfice, c'est-à-dire l'exploitation des ouvriers. Et pourtant, c'est le cahot là-bas aussi.
Mais nous pouvons être sûrs que les capitalistes sabotent les nationalisations si on leur en laisse les moyens (l'hypothèque des indemnités) et si leurs hommes de paille restent aux postes de commande. La réplique, ce n'est pas de faire 60 heures pour remplir le tonneau des Danaïdes, c'est de mobiliser la classe ouvrière pour imposer des mesures radicales et son contrôle sur la production.

Qu'il y ait ou non sabotage, une chose est certaine: aucune « Renaissance Française » n'est possible dans la soumission aux capitalistes, quels que soient les sacrifices des masses travailleuses. La lutte pour la production pose en réalité le problème: qui sera le maître? les capitalistes affameurs et oppresseurs ou bien la classe ouvrière émancipatrice de toutes les couches de la société. Cette question ne sera tranchée que par la lutte des classes.

Pourquoi les ouvriers doivent-ils prendre l'offensive

Pour produire — C'EST-A-DIRE (suite page 4)

INDÉPENDANCE DES COLONIES !

LES PEUPLES COLONIAUX
ÉBRANLENT LE MONDE CAPITALISTE

Les mouvements coloniaux qui ont pris naissance en Indochine s'étendent peu à peu à l'ensemble du monde asiatique et au monde arabe. Réduits depuis des générations à une famine atroce et à l'esclavage le plus éhonté, les peuples coloniaux se lèvent pour briser la domination des « civilisateurs » impérialistes. Près de 500 MILLIONS de petits paysans, de coolies, d'ouvriers, d'artisans, en Indochine, aux Indes, en Indonésie, en Birmanie, à Ceylan, aux Philippines, en Corée, en Palestine, essaient de secouer la domination de leurs maîtres étrangers.

La riposte des brigands impérialistes a été brutale et sanglante. Depuis des semaines, tanks et avions pilonnent les principales villes indochinoises et indonésiennes. De nombreux villages ont été incendiés. La police tire sur les manifestants à Calcutta et à Tel-Aviv. Chaque jour, des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants massacrés. Voilà comment les défenseurs de la « liberté » rétablissent « l'ordre ».

Mais, malgré ces massacres, la lutte révolutionnaire s'étend. En Indochine, le mouvement gagne le Laos. En Indonésie, les nationalistes conservent leur position à Sumatra et à Java et étendent leur influence sur toutes les îles. Les grèves et les manifestations de Calcutta sont les signes avant-coureurs de la prochaine révolte des Indes. En Palestine, la grève générale est proclamée par les organisations juives en signe de protestation contre la politique d'asservissement de la bourgeoisie anglaise. Travailleurs arabes et travailleurs juifs, renonçant enfin à s'entre-déchirer, unissent leurs voix contre leurs ennemis communs : les hommes d'affaires anglais. A Ceylan, des manifestations massives sont organisées pour arracher les dirigeants ceylanais de la IV^e Internationale des géolés britanniques.

La lutte émancipatrice des peuples coloniaux ébranle jusque dans ses fondements l'impérialisme. La IV^e Internationale est sans réserve à leur côté. C'est sous son drapeau qu'ils remporteront la victoire.

LUTTER POUR UNE INDOCHINE INDEPENDANTE C'EST ENRAYER LE FASCISME

A travers la crise gouvernementale qui a opposé le Parti Communiste au général de Gaulle, les fascistes se sont sentis les coudes. Il n'en faut pour preuve que les manifestations soi-disant spontanées du Quartier Latin et l'attaque contre la réunion socialiste où Braque a été blessé. Cette attaque a eu pour motif l'intervention de Boutbien au meeting du 13 novembre sur l'Indochine. Qu'une des premières manifestations ouvertes des clans fascistes se soit produite contre ceux qui réclament l'indépendance pour l'Indochine, cela n'a rien de ce que de normal. Si l'Indochine, terre d'élection des financiers impérialistes, vient à leur échapper, leur pouvoir en France même s'en trouvera singulièrement ébranlé. Mais si l'expédition meurtrière de Leclerc contre le peuple du Viet-Nam se terminait par un succès, alors on verrait en France les forces de la réaction et du fascisme se raffermir et menacer ouvertement. L'intérêt du capital français pour maintenir sa position dans la métropole est de conserver l'Indochine. Cela explique l'acharnement déployé par l'Époque contre le Viet-Minh, lorsqu'on sait que l'Époque compte parmi ses actionnaires M. Jean Lebaudy, des raffineries Lebaudy-Sommier (capital : 56 millions) ; M. Victor Piquet, contrôleur général de l'Armée, administrateur des Brasseries de Besançon, des Salines de Djibouti, des Comptoirs Sénégalais, des Minerais de la Grande Ile, de l'Union des Graphites, etc... Nous en passons, et des meilleurs. Et l'Époque de rappeler « l'œuvre économique, politique et sociale accomplie en Indochine par les Français, toujours au bénéfice de l'intérêt général des populations indigènes » (n° du 25 nov.). Sans doute s'agit-il des efforts du bon M. Albert Sarraut pour multiplier les débits d'opium et d'alcool, alors que pour 1.000 villages, il existait déjà 1.500 débits d'alcool et d'opium, mais seulement 10 écoles ? Et l'Époque de larmoyer sur les « vaillants soldats » de Leclerc qu'on ose blâmer « alors qu'ils croyaient s'être acquis des droits à la reconnaissance de la France » (n° du 16 nov.). Il est possible que de nombreux soldats se sont engagés dans l'armée Leclerc pour « combattre le fascisme » ; ce la n'empêchera nullement ces troupes de devenir les suppôts du fascisme renaissant. L'histoire nous a déjà montré des faits analogues : en Allemagne, au lendemain de la guerre de 14-18, ce furent les troupes de choc qui devinrent précisément les bandes réactionnaires au service du fascisme.

Aussi quand nous disons aux prolétaires français « la lutte du peuple indochinois, c'est votre lutte », il ne s'agit pas d'une position de principe, mais d'une réalité immédiate et brûlante. Si l'impérialisme français rétablit sa domination en Indochine, le fascisme en France se fera plus menaçant. Il faut agir sans tarder. Travailleurs, vous avez envoyé à la Constituante une majorité socialiste et communiste ; il y a aujourd'hui 5 ministres socialistes, 5 ministres communistes. Qu'attendent-ils, vos députés, vos ministres pour faire passer en actes la volonté des masses ouvrières si clairement manifestée par des résolutions syndicales, de sections, etc., et par vos réactions au cours de la campagne électorale toutes les fois qu'on parlait du problème indochinois ? Vous ne voulez pas vous faire les complices des crimes de l'impérialisme français. Par des adresses, des ordres du jour aux groupes parlementaires, aux ministres socialistes et communistes, exigez de ceux qui vous représentent qu'ils saisissent immédiatement la Constituante de la question indochinoise, qu'ils arrêtent immédiatement les hostilités et rappellent le corps expéditionnaire. Vous-mêmes, agissez directement : organisez par vos sections syndicales la solidarité pour les Indochinois frappés en France pour avoir soutenu la lutte de leurs compatriotes pour l'indépendance ; exigez la libération de tous ceux qui ont été emprisonnés pour s'être dressés contre le colonialisme ; les membres de la délégation indochinoise, les Arabes

du Parti du Peuple Algérien. Le 25 novembre encore, 6 Arabes ont été condamnés à mort à Constantine pour avoir participé aux émeutes de mai ; quand on s'indigne de ce que Franco massacre les républicains espagnols, on ne peut fermer les yeux sur les crimes de la bourgeoisie française qui frappe sans merci ceux qui veulent en finir avec son oppression. A l'exemple des dockers américains de Portland qui refusent de changer le matériel destiné à être utilisé contre les patriotes indonésiens, à l'exemple des manifestants de San Francisco qui, à l'appel de leurs syndicats, ont protesté contre la politique de l'Angleterre et des Pays-Bas aux Indes Néerlandaises, à l'exemple des 20.000 ouvriers des moulins de Bombay qui ont organisé une grève de protestation, manifestez par des actes votre volonté de voir finir le massacre en Indochine :

POUR LE RETRAIT DU CORPS
EXPÉDITIONNAIRE.
POUR LA LIBÉRATION DES
DÉTENUS INDOCHINOIS ET
ARABES.
POUR UNE INDOCHINE INDE-
PENDANTE.

L'ACTION DES INDOCHINOIS EN FRANCE

Les mouvements de solidarité déclenchés le 18 octobre dernier parmi les Indochinois de France à la suite de l'arrestation de membres de la délégation continuent malgré de violentes représailles.

A Crissey (près de Chalon-sur-Saône), les tirailleurs ont décidé la grève de la faim ; les sous-officiers et officiers rendent leurs galons et se considèrent comme prisonniers de guerre (20 nov.).

A Agen, le 12 novembre, 200 gardes mobiles armés perquisitionnent dans le camp, confisquant tous les instruments tranchants. Le 13 novembre, ils arrêtent 6 officiers et chargent à la baïonnette les soldats reconnus pour s'opposer à ces arrestations, puis tirent. Un grand nombre de blessés légers, 20 grièvement touchés, un mort, plus de 60 arrestations, les soldats et prisonniers de guerre amantés encerclés dans les baraques.

A Orange, le 16 novembre, rassemblement des tirailleurs pour protester contre l'envoi de troupes expéditionnaires en Indochine et contre les arrestations et France et les massacres par les gardes mobiles. Deux arrestations (tirailleurs Thuy et Than) ; le colonel contraint les tirailleurs à rester dehors pendant 7 heures sans nourriture, comme à Buchenwald ! Le 17, nouveau rassemblement. Une délégation apporte au colonel les galons de tous les grades indochinois qui, malgré les menaces de représailles, refusent de les reprendre. 10 tirailleurs sont arrêtés, enfermés sans nourriture, sauvagement maltraités. L'ensemble des tirailleurs doit rester debout pendant 30 heures, sous le brouillard, la pluie et le vent, sans aucune nourriture. Ils n'ont pu regagner leurs chambres qu'au soir du 18, ont été considérés sans nourriture pendant plusieurs jours.

Malgré ces ignobles persécutions, les tirailleurs d'Orange sont décidés à poursuivre jusqu'au bout leur lutte de protestation contre l'envoi du corps expéditionnaire et les arrestations en France, pour la reconnaissance de l'indépendance de l'Indochine. Ils sont appuyés par leurs camarades d'Aix et d'Avignon.

A Atz, le mouvement de protestation commencé a été enrayer sur intervention de la C.G.T. et du C.D.I. locaux. Les tirailleurs ont décidé d'attendre quelques jours. Si au bout de ce temps, leurs revendications ne sont pas satisfaites, si l'aide de la C.G.T. ne s'est pas manifestée activement, ils recommencent leur mouvement. A l'action, la C.G.T. !

MANIFESTE DU COMITÉ EXÉCUTIF EUROPÉEN DE LA IV^e INTERNATIONALE

Solidarité Internationale avec le Proletariat Allemand

Le fascisme hitlérien est renversé par la force des armes, et l'humanité tout entière aimerait pouvoir se sentir soulagée. Enfin, après 12 années de féroce oppression et cinq terribles années de guerre remplies de sang et de larmes, ce sont, avant tout, les travailleurs allemands qui aimeraient pouvoir respirer librement et espérer en un avenir meilleur.

Mais nous ne sommes pas sur cette voie. Les mensonges de la propagande de Goebbels, prétendant que Hitler et le peuple allemand tout entier forment un tout indivisible, servent aujourd'hui de prétexte au traitement appliqué à ce peuple par les « alliés » victorieux. Vansittard en Angleterre, Morgenthau en Amérique, Ehrenburg en Russie déclarent tous avec autant de haine que le peuple allemand tout entier est coupable des crimes d'Hitler. Morcellement du pays, annexion de grandes contrées, « retour à la terre » par la force, pillage des machines dans les usines, réquisitions de toutes sortes, contributions militaires, déportations de millions d'hommes chassés de leur pays, la famine par le blocus, des milliards de réparations — voilà la « paix » offerte à ce peuple allemand déclaré coupable dans son ensemble.

Ouvriers et paysans allemands ! Dans cette situation, nous, Communistes Internationalistes, vous soutenons, avec toute la force de notre conviction et de notre solidarité de classe internationale. Sachez que nous ne sommes pas des social-démocrates, qui, par lâche opportunisme soutiennent la déclaration de culpabilité et agissent en tant qu'agents des impérialismes anglo-américain ou français dans l'ouest de l'Allemagne. Sachez que nous ne sommes pas non plus des communistes-staliniens, qui, sur ordre de la Russie, déclarent avec peut-être plus de force encore, que tout le peuple allemand est coupable et qui saluent l'annexion réalisée à l'Est par Staline, ce même Staline qui, naguère, refusait que l'armée soviétique foule un pouce de terre étrangère. Nous sommes des communistes fidèles à Lénine et à la Révolution russe d'octobre, éternellement victorieuse. Nous défendons ses principes, lorsque nous prenons position contre toute exploitation impérialiste et contre toute violation, d'où qu'elle vienne.

Aujourd'hui c'est toi, prolétariat allemand, prolétariat de Karl Liebknecht et de Rosa Luxemburg, qui en premier lieu a besoin de la solidarité des prolétaires des autres pays. Nous, Communistes Internationalistes, voulons témoigner pour toi, prolétariat allemand, qui dans des centaines de luttes as montré ta force et ta conscience de classe, qui as saigné de mille blessures, qui as perdu les meilleurs de tes fils par dizaines de milliers dans les camps de concentration. Nous le faisons, bien que nous sachions parfaitement qu'à cause de cela nous sommes calomniés et traités d'« hitléro-trotskystes » par la meute des journalistes et des bureaucrates corrompus. Qu'ils calomnient ! La solidarité demeure la solidarité. Et la vérité reste malgré tout la vérité.

Or, la vérité nous oblige à déclarer devant le prolétariat mondial, que le fascisme hitlérien n'était pas l'expression de tout le peuple allemand, mais qu'il avait représenté une dictature forcée du capitalisme monopolé allemand contre les travailleurs allemands. Hitler a d'abord déclenché la guerre contre le prolétariat allemand avant de commencer la guerre mondiale. La destruction des organisations ouvrières allemandes, l'extermination des militants responsables allemands furent pour Hitler la condition indispensable pour monter sa machine de guerre sans entrave et pour accomplir ses crimes de guerre. Tant qu'Hitler n'aurait pas en bourreau du prolétariat allemand, il était acclamé par les capitalistes de l'étranger. Ce furent eux qui l'encouragèrent et qui signèrent des contrats avec lui. Le capitalisme international ne s'avisait de souligner la culpabilité du fascisme hitlérien que plus tard, lorsqu'il s'agit de soutenir des milliards de réparations au peuple allemand, en proclamant la culpabilité de l'ensemble de ce peuple.

La vérité oblige d'autre part à affirmer que la deuxième guerre mondiale fut une tentative de Hitler d'extorquer au nom du capitalisme monopolé allemand, une nouvelle répartition des marchés et sphères d'intérêt dans le monde. S'il est vrai que Hitler, en tant que représentant de l'impérialisme allemand apparu tardivement sur le marché mondial, fut bien l'agresseur, les autres impérialismes ne peuvent pas par là même être simplement caractérisés comme des démocrates pacifiques, car ils n'ont défendu qu'un pillage impérialiste accompli plus tôt dans le monde. Ils sont d'autant moins innocents, qu'à peine leur concurrent impérialiste Hitler battit militairement, ils réglèrent déjà entre eux leurs nouveaux différends impérialistes, organisant de nouveaux blocs et créant de nouvelles menaces de guerre. Et c'est surtout sur le dos du prolétariat allemand que ces contradictions impérialistes sont actuellement débattues.

Nous, Communistes Internationalistes, dénonçons comme premier responsable le système capitaliste, générateur de la guerre et du fascisme. Nous déclarons au prolétariat international et au prolétariat allemand, que le seul renversement du fascisme hitlérien ne garantit pas la paix mondiale, mais qu'il faut pour cela atteindre le socialisme et établir les Etats Unis Socialistes.

Mais si on veut établir une responsabilité dans les rangs prolétaires, alors celle-ci pèse en premier lieu sur les anciens dirigeants du prolétariat allemand.

L'assassinat de Liebknecht ; Noske, Severing ; et toute la politique de coalition et de soutien de l'Etat bourgeois par la social-démocratie, même directement à Hitler. De son côté la direction communiste a largement contribué, par sa tactique bornée du « social-fascisme », à la victoire de Hitler sur un prolétariat allemand déjà brisé dans sa force de classe. Mais le prolétariat allemand s'est battu héroïquement malgré l'abandon de sa direction. La thèse de la culpabilité est une injure pour ses milliers de martyrs sanglants, les meilleurs d'entre les prolétaires allemands. Jusqu'à la fin, lorsque les tapis de bombes des armées alliées tombaient régulièrement sur les quartiers ouvriers et contribuaient à paralyser toute résistance sérieuse à Hitler, les ouvriers révolutionnaires allemands ont lutté contre le fascisme par des grèves et par des manifestations. Des déserteurs allemands, unis à des ouvriers étrangers se sont dressés contre les S.S. Dans quelques villes, avant l'arrivée des armées alliées, les ouvriers ont même

conquis le pouvoir par une courageuse insurrection. Les mêmes forces militaires qui reprochent au peuple allemand de ne pas avoir renversé Hitler, ont tout fait à ce moment-là pour liquider et ballonner ces révoltes prolétaires. Car, en dernière analyse, impérialistes victorieux, fascistes hitlériens vaincus, bourgeoisie allemande qui, aujourd'hui se dit démocratique, tous sont d'accord pour considérer la révolution prolétarienne comme leur ennemi commun. C'est justement le traitement infligé au peuple allemand, en vertu du principe de la culpabilité collective, qui donne la possibilité aux fascistes camouflés d'agiter les eaux troubles du nationalisme. Ceci d'autant plus aisément que cette thèse masque la culpabilité des vrais criminels nazis et leur donne la possibilité de se soustraire au juste châtiment, l'ensemble du peuple allemand étant coupable.

Dans cette situation, nous demandons au peuple allemand de ne donner aucune confiance à cette bourgeoisie qui se prétend aujourd'hui démocratique. En réalité, ces nouveaux « anti-fascistes » représentent les cercles capitalistes qui font déjà jouer leurs relations de trusts internationaux, réorganisent leur front de classe contre le prolétariat allemand. Ils veulent signer un pacte avec les impérialistes étrangers pour faire porter aux travailleurs tout le poids des réparations imposées à l'Allemagne.

Nous, communistes internationalistes des pays dits vainqueurs, nous vous considérons, ouvriers et paysans allemands, comme des victimes à qui il est de notre devoir de venir en aide.

Nous sommes prêts, dans l'esprit de Lénine, à lutter à vos côtés pour votre libération du joug impérialiste.

Nous protestons avec vous contre le morcellement de l'Allemagne, contre les contributions, les réquisitions et contre les milliards de frais de réparations. Nous saluons toute fraternisation des soldats des armées d'occupation avec les prolétaires allemands. Nous demandons à ces soldats de ne pas se laisser utiliser pour des buts impérialistes et réactionnaires contre le prolétariat allemand. Nous sommes pour le droit du peuple allemand à disposer de lui-même. Nous réclamons le droit syndical, des salaires convenables, des habitations dignes d'un homme et une nourriture suffisante pour tous les ouvriers allemands utilisés à la reconstruction.

Nous exigeons avec vous que les prisonniers de guerre soient traités d'après les conventions de la Croix-Rouge et que leur libération ne tarde plus. Nous nous élevons contre l'expulsion des milliers de travailleurs de leurs régions d'origine ; nous sommes pour la rupture du blocus de famine qui étouffe le prolétariat allemand. Nous sommes pour une entraide fraternelle.

Nous sommes pour le droit du peuple allemand à disposer de lui-même. Pour ce droit, nous, Communistes Internationalistes, nous lutterons partout où nous serons, nous nous efforcerons de regrouper le prolétariat du monde entier. Nous devons à la mémoire de Liebknecht et de Luxemburg et aux milliers de martyrs de la révolution prolétarienne allemande cet appel que nous lançons aux prolétaires du monde entier :

Solidarité avec le prolétariat allemand ! Aidez-le à se libérer du joug impérialiste !

Camarades de classe allemands ! Nous ne doutons pas que vous travaillerez avec une nouvelle énergie au relèvement de vos organisations. Bâtiissez de solides syndicats de classe unis et prêts à la lutte ! Écartez surtout de votre mouvement ouvrier tous les partisans de la coalition avec la bourgeoisie et les impérialistes. La libération des ouvriers ne peut être que l'œuvre des ouvriers eux-mêmes. La liberté et l'indépendance du mouvement ouvrier allemand sont à cette heure d'esclavage impérialiste d'une importance capitale. C'est uniquement par l'indépendance de classe, par la lutte ouverte pour des objectifs de classe que peut renaitre la cohésion internationale du mouvement ouvrier. De même que Lénine qui, après la défaite de la II^e Internationale fonda l'Internationale communiste, nous avons fondé la IV^e Internationale, après la décomposition politique de l'Internationale communiste que consacra sa liquidation volontaire. Cette IV^e Internationale a repris l'héritage de Marx et de Lénine. Le parti révolutionnaire doit naître en tant que section allemande de cette Internationale et doit être capable de mener la classe ouvrière allemande à la victoire lors des prochains combats. Telle est la grande tâche du prolétariat allemand.

Nous savons les difficultés de votre lutte dans les conditions de l'occupation. Liberté d'organisation, liberté de réunion et de manifestation, liberté de la presse ouvrière et liberté de grève, voilà les droits démocratiques que vous devez conquérir par votre action de masses.

Pour résoudre la crise du logement, pour le contrôle de la répartition du ravitaillement ou le contrôle des prix, pour organiser la reconstruction ou le démarrage des entreprises, formez vos comités ouvriers.

Les alliés ne veulent châtier que les seuls nazis. Ne permettez pas que les autres, tous ceux qui ont été les dénonciateurs et les bourreaux des prolétaires allemands échappent au châtiment. Seuls des tribunaux ouvriers révolutionnaires seront en mesure de les juger. Soyez convaincus que vous seuls, prolétaires unis et au coude à coude, pouvez extirper complètement le fascisme. Sachez que l'« antifascisme » en soi ne veut rien dire. Le fascisme et l'impérialisme ne peuvent disparaître qu'avec la chute du capitalisme et la victoire du socialisme international.

Vive la Révolution prolétarienne allemande ! Vive les Etats-Unis Socialistes d'Europe et du Monde !

Parti Communiste Révolutionnaire (Section anglaise de la IV^e Internationale).

Parti Communiste Internationaliste (Section française de la IV^e Internationale).

Parti Ouvrier Communiste (Section italienne de la IV^e Internationale).

Parti Communiste Révolutionnaire (Section belge de la IV^e Internationale).

Les Sections hollandaise, irlandaise, espagnole, suisse, grecque et allemande de la IV^e Internationale.

TOURNANT DANGEREUX

Pierre Hervé est depuis quelque temps le brillant éditorialiste de l'Humanité.

Comme tel, il a été obligé, le 25 novembre, de lancer quelques paroles « aimables » à l'égard des trotskystes, afin de montrer qu'il est bien dans la ligne. Nous n'en doutons d'ailleurs pas car, à Brest, pendant la campagne électorale, il a empêché d'une manière peu démocratique, nos camarades de lui porter la contradiction.

Pierre Hervé, qui n'est pas bête, se rend compte que la bourgeoisie, en donnant au P.C.F. les ministères du Travail et de la Production, lui a glissé sous les pas de véritables peures de banane.

Il sait également que dans le cadre du régime capitaliste les ministres staliniens ne pourront rien faire pour les travailleurs.

Pierre Hervé se rend compte que les travailleurs sont malheureux et commencent à être las des discours. Ils veulent des actes. Mais comme les ministres ne connaissent que le mot « travailler », Pierre Hervé entend déjà ce que la classe ouvrière va répondre : « Pas travailler sans manger, pendant que les gros bourgeois continuent à se gobeiser ! »

Or, les ministres du P.C.F. ne peuvent rien contre les capitalistes. Et déjà le cri de « grève » tinte désagréablement aux oreilles de notre éditorialiste.

Chacun sait que quand une grève éclate, le patronat rapace en cherche les raisons... Oh ! pas la misère, bien sûr... « Des provocateurs » ! Voilà le mot capital du dictionnaire des exploités.

Le vocabulaire de Schneider plaît à Pierre Hervé qui, se doutant que des grèves vont éclater cherche déjà les « provocateurs ».

Mais qui sont les provocateurs ? La grosse bourgeoisie et son serviteur De Gaulle « le Général élevé par les Jésuites », comme disait Pierre Hervé dans l'Humanité du 19 novembre ? Vous n'y êtes pas du tout, car Pierre Hervé qui a « reconsidéré » la question, écrit tranquillement dans l'Humanité du 24 novembre :

« Et aujourd'hui, nous sommes les partisans de De Gaulle ».

Il faut donc trouver ou inventer d'autres provocateurs.

Après une nuit de méditations, Pierre Hervé annonce le fruit de son travail cérébral dans l'Humanité du 25 novembre au sujet des « grèves et désordres ».

« Ça ne m'étonnerait guère que certaines équipes où trotskystes et anciens vicieux se relaient, etc. ».

Si ça ne l'étonne guère, c'est tout de même que ça l'étonne un tout petit peu... et il y a de quoi, en effet. Suivons un instant sa pensée.

25 novembre : Trotskystes suivent les vicieux réaction, etc.

19 novembre : Réaction = De Gaulle = Jésuites.

24 novembre : Pierre Hervé est le partisan de De Gaulle.

« Eh ! eh ! Camarade Hervé... Attention ! A force de courir en rond pour attraper les trotskystes, vous vous donnez des coups de pied au derrière. »

A. CALVÉS.

Unis dans la Lutte

Mineurs Belges et Prisonniers
Allemands fraternisent

« La Lutte Ouvrière », organe de la section belge de la IV^e Internationale, écrit le 17 novembre :

La grève de 24 heures qui avait été décidée par les délégués du syndicat unique des mineurs, a entraîné environ 80 % des puits.

Malgré le freinage syndical, la grève fut un succès. Même les non-syndiqués participèrent à la lutte en beaucoup d'endroits.

Quant aux prisonniers allemands, ils ont donné en l'occurrence une magnifique leçon de solidarité prolétarienne aux dirigeants ouvriers embourbés dans le chauvinisme.

Amenés au charbonnage par les sentinelles belges renforcées par la gendarmerie, mitrailleuse en poing, ils ont refusé de travailler en plusieurs endroits. Dans les puits de Monceau-Fontaine, ils ont refusé de descendre. Dans le Centre et dans le Borinage, ils ont fait la grève sur le tas ou la grève perlée.

Les patrons et le gouvernement entendaient se servir des prisonniers allemands comme briseurs de grève. La solidarité prolétarienne a ruiné leur plan. L'action menée par nos camarades belges pour la fraternisation a porté ses fruits. Pour le plus grand bien des mineurs belges.

C'est ce qu'avait compris à l'avance le mineur Albert Fournieux (de Frarmeries) qui écrivait à la « Lutte Ouvrière », le 3 novembre :

Camarades, je vous signale que la fraternisation avec les ouvriers allemands s'intensifie tous les jours. Le jour où ils sont arrivés sur le carreau du charbonnage de « Crachet Piery », j'étais là, le cœur serré, en voyant ces nouveaux esclaves du capitalisme international. Malheureusement, il y avait huit mois que j'avais cessé le travail pour cause de maladie. J'étais sans un sou en poche. Qu'à cela ne tienne ! l'accoste un ami, je fais un emprunt et je vais chercher du ravitaillement pour les mouvements. Alors, il se produit des faits qui me font comprendre que ces esclaves du capitalisme, comme nous-mêmes. C'est alors qu'un ouvrier de la surface, qui un instant auparavant me disait que tous les Allemands étaient responsables de la guerre, commençait à partager sa mallette entre quelques-uns de ces malheureux. Ensuite, des femmes du peuple sont

(Suite page 4.)

Vie de l'Internationale

BELGIQUE

Le Congrès de nos camarades belges du Parti Communiste Révolutionnaire s'est tenu à Bruxelles du 1^{er} au 3 novembre. Il a fait le point des progrès organisationnels réalisés par le parti, progrès sérieux malgré le lourd tribut de la lutte clandestine où tombèrent, parmi tant d'autres trotskystes belges, Léon Lesoil, dirigeant du parti avant la guerre et A. Léon, secrétaire national du P. C. R. sous l'occupation.

Le Congrès a mis au point un remarquable manifeste tirant le bilan d'une année de « libération ». Trois étapes: l'offensive ouvrière des premiers mois, son sabotage par les réformistes et les stalinien, puis la contre-offensive bourgeoise déclanchée à propos de la question royale. Ensuite, le manifeste fixe des objectifs précis à la nouvelle offensive ouvrière pour une véritable libération de la tutelle des trusts, des banques et du capitalisme. Elections immédiates, Gouvernement Socialiste-Communiste, instauration de la République, Suppression de la mobilisation civile, Respect des libertés ouvrières, Echelle mobile des salaires, Planification de la production par les Syndicats.

Nationalisation sans indemnités, contrôle ouvrier sur la production.

CEYLAN

11 Trotskystes libérés

11 camarades de la Section de Ceylan de la IV^e ont été libérés le 24 juin dernier des geôles de l'impérialisme britannique à la suite d'une vague de meetings de masse exigeant leur libération.

Lorsque nos camarades firent la grève de la faim en juin dernier, la crise atteignit son point culminant. Le quatrième jour de leur grève de la faim, une foule de 10.000 manifestants fut informée par les autorités que les 11 avaient été libérés.

Une délégation du Conseil Provincial, dans lequel deux des camarades furent élus peu avant leur première arrestation en 1940, vint les saluer à leur sortie de prison. Tout au long de la route de 200 kilomètres qui mène de la prison à la capitale de Ceylan, nos camarades furent acclamés par la foule.

Unis dans la Lutte

(Suite de la page 2)

venues leur apporter des pains entiers que les prisonniers partageront entre eux. D'autres camarades leur donnèrent encore des tartines, des cigarettes ou du tabac.

Ce fut, camarades, une bonne journée de réconfort pour les ouvriers.

Depuis, j'ai repris mon travail. Et, dès le premier jour, j'ai fait comme je faisais pendant l'occupation avec les prisonniers russes: je donne aux ouvriers allemands dans la mesure du possible. Et je vous assure que je ne suis pas un internationaliste honteux. Et ainsi un à un, les ouvriers comprennent de quel côté ils doivent être. Et la grande majorité, même dans le personnel de surveillance, fraternisent avec nos frères ouvriers allemands.

Albert FOURNEAUX, Frameries. Travailleurs français, nous devons prévenir toute utilisation des prisonniers contre nos salaires ou contre nos luttes revendicatives. Le seul moyen est celui qu'indiquent les mineurs belges: exiger pour les P.C. les mêmes droits que pour les travailleurs français.

Peut-on Produire d'abord ?

(Suite de la 1^{re} page)

POUR REMETTRE EN MARCHÉ UNE INDUSTRIE DESORGANISÉE — il est donc nécessaire de faire triompher une série de revendications, les unes élémentaires, les autres constituant de véritables étapes transitoires vers le pouvoir ouvrier des comités ou Soviets. La grève préparée, organisée et coordonnée est une arme essentielle dans cette lutte pour la production. Dans chaque combat, les travailleurs doivent lier à la revendication de salaire immédiat, la revendication du contrôle ouvrier sur la production.

Revendiquer pour les salaires et pour l'échelle mobile!

Produire? Mais pour produire, il faut manger à sa faim et être vêtu décentement. Or, les réajustements de salaires d'août 44 et des décrets Parodi ont été largement dépassés par la hausse incessante du coût de la vie. C'est par la grève que nous obtenons des salaires suffisants, car jamais la bourgeoisie n'a fait de cadeau, même à l'époque des vaches grasses.

De plus, la misère actuelle va se transformer en catastrophe, si nous n'agissons pas dès maintenant. En effet, la bourgeoisie prépare sa DEVALUATION.

L'opération permettra aux capitalistes de se procurer des devises, mais pour l'ouvrier elle se traduira par une hausse massive des prix, donc par un abaissement catastrophique de son pouvoir d'achat. Lutter pour imposer l'échelle mobile des salaires sur la base d'un réajustement sérieux devient une nécessité impérieuse et immédiate.

Revendiquer et imposer le contrôle ouvrier

Produire? Mais QUOI, COMMENT et POUR QUI?

Produire des armes contre les Indochinois, des milliers de paires de menottes comme telle usine de la banlieue parisienne, des essieux de trolleybus pour Franco comme cette autre dont les ouvriers ont sacrifié leur congé annuel, des produits de luxe,

Sur le Front International

ESPAGNE

Contre la terreur franquiste, mobilisation prolétarienne

Devant le renouveau combattif du prolétariat, la sanglante dictature franquiste déclanche de nouvelles vagues de répression. Fort du soutien économique des grands impérialismes, Franco, tout en se drapant d'une prétendue « démocratisation » du régime, resserre plus que jamais sa tenaille contre le prolétariat et les masses populaires, sous le signe de la lutte contre les « communistes ».

Le « Journal Officiel » de l'Etat espagnol précise d'ailleurs le large sens que Franco donne au mot « communisme » en englobant tous les partis de l'ancien front populaire et les trotskystes.

Il ne se passe pas un seul jour sans que les sbires de Franco frappent les travailleurs. Après le procès de Zapirain et Alvarez, 22 syndicalistes sont menacés d'être condamnés à mort par les tribunaux de Cadix.

Pour les sauver, pour faire libérer les milliers et milliers d'ouvriers et ouvrières qui souffrent dans les prisons de Franco, MOBILISONS-NOUS, EXIGEONS DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS la rupture des relations diplomatiques et commerciales avec Franco.

Refusons de charger dans les ports et entrepôts de France toute marchandise à destination de l'Espagne franquiste.

AMÉRIQUE

Puissantes grèves ouvrières Ouverture des livres de comptes!

Ce qui brise l'élan de l'impérialisme américain vers la domination du monde, c'est le magnifique mouvement gréviste de la classe ouvrière des Etats-Unis et ceci est un appui inappréciable pour la lutte des travailleurs chinois, comme pour la défense de l'Union Soviétique.

800.000 ouvriers de la métallurgie se sont prononcés pour la grève qui, selon la loi américaine, ne doit être déclanchée effectivement qu'au bout d'un mois; 100.000 employés des abat-toires et fabriques de conserves, 50.000 camionneurs, 60.000 forestiers, ont suivi l'exemple et 600.000 ouvriers du trust General Motors sont déjà en grève. Ils demandent une augmentation de salaires de 30 %, et à la réponse de la direction, que ceci ne serait possible qu'à condition d'augmenter les prix, ils ont répliqué en exigeant le contrôle des livres de comptabilité. Comme il fallait s'y attendre, la direction de la General Motors a repoussé cette demande. La récente conférence du travail et du patronat a révélé que les réserves des industriels américains sont passées de 17 milliards de dollars en 1939 à 50 milliards en 1945. Les capitalistes américains invoquent le secret commercial pour cacher le mécanisme de l'exploitation des travailleurs et les immenses bénéfices de guerre.

« L'économie américaine est menacée par un caillot d'or », a déclaré l'un des représentants syndicaux et il a ajouté qu'au printemps 1946, les Etats-Unis risquent d'avoir 10 millions de chômeurs.

ITALIE

Offensive de la bourgeoisie et renaissance du fascisme

Le chef Démocrate-Chrétien de Gasperi a reçu, en accord avec les partis ouvriers, mandat pour former un nouveau gouvernement.

Ce serait le 6^e depuis le débarquement allié. Mais si les précédents changements de cabinet avaient signifié chaque fois un glissement à gauche rendu nécessaire par la

lutte des masses, l'avènement de Gasperi serait un net coup de barre à droite.

Au moment de la « libération » du Nord, les ouvriers, profitant de la débâcle de l'impérialisme allemand, rentrèrent de plein pied dans la révolution. Mais les chefs socialistes et communistes, au lieu de prendre tout le pouvoir, continuèrent la coalition avec les libéraux bourgeois et avec les démocrates-chrétiens, les M.R.P. italiens. Le Cabinet Parri, fruit de cette coalition, fut incapable de résoudre quoi que ce soit et une fois le cap dangereux de la libération du Nord, passé, la bourgeoisie se ressaisit et reprit l'offensive. Profitant du mécontentement des masses et du désarmement des partisans, un peu partout des organisations néo-fascistes resurgirent. La plus importante est celle qui se forma autour du journal « L'Homme Qualunco » (L'Homme de la rue), dirigé par l'ancien fasciste Gianini et qui compte maintenant, surtout dans le sud, des centaines de milliers d'adhérents.

La dernière crise fut provoquée par les partis bourgeois et l'initiative leur appartenant pendant toute la durée de la crise. Les partis ouvriers acquiescèrent à l'avènement de Gasperi.

Si les partis ouvriers continuent à empêcher la lutte révolutionnaire des masses, si la coalition continue, le cabinet de Gasperi ne sera qu'une transition vers des gouvernements nettement réactionnaires, et plus loin vers un bain de sang ouvrier et vers une dictature néo-fasciste.

Seules une nouvelle offensive ouvrière et la rupture de la coalition peuvent sauver la situation.

En Italie, comme dans toute l'Europe, il n'y a que deux issues possibles: la poursuite fasciste ou la Révolution socialiste pour laquelle la IV^e Internationale est seule à lutter.

ERRATUM. — En page 3, dans l'article « Fidélité à Lénine et Trotsky », § 1942, au lieu de THERMIDOR DEMOCRATIQUE, lire: THERMIDOR BUREAUCRATIQUE.



SUR LE FRONT OUVRIER

Les syndiqués du Central Carnot se solidarisent avec les travailleurs Indo-Chinois et Espagnols

GNOME et RHONE Un directeur à épurer

Au Conseil Central, tous les délégués de sections ont demandé une augmentation de salaires.

Au cours de la dernière réunion de l'entretien, tous les camarades présents ont demandé aux membres du Bureau de rédiger une protestation contre le directeur Bernière pour son attitude anti-ouvrière.

Bernière avait refusé au délégué du montage de payer le bon sur 3 heures d'attente perdues à cause d'une mauvaise distribution des pièces. M. Bernière déclare que les délégués « commencent à le faire ch... » et s'impatientent de voir des délégations frapper à sa porte pour défendre nos revendications. Il espère pouvoir bientôt refuser toute discussion avec les représentants du syndicat qui, jusqu'à maintenant, ne se sont pas montrés assez fermes avec la Direction.

Malgré toutes les protestations des ouvriers et l'accord de principe que nous avions obtenu pour affecter le blockhaus au magasinage, on y travaille toujours. Les conditions de travail y sont malsaines. L'éclairage électrique et l'aération artificielle, nettement insuffisante, obligent chaque semaine un bon nombre d'ouvriers à interrompre le travail pour raison de santé. Tous unis dans le Syndicat pour épauler nos délégués et imposer nos revendications. Opposons au patron et à son fidèle serviteur Bernière le bloc uni de tous les ouvriers de chez Gnome.

Les Trotskystes belges pour l'échelle mobile des salaires

Extrait du Manifeste du 5^e Congrès du Parti Belge de la IV^e:

De l'aveu même du ministre De Smaele, les salaires sont bloqués à 220 par rapport à 1938, tandis que les prix oscillent entre 250 et 260. Cela signifie: la classe ouvrière doit supporter la majeure partie des pertes subies par la Belgique pendant la guerre, les capitalistes belges continuent à profiter du blocage des salaires décrété par les nazis pour abaisser le standard de vie des travailleurs. Cette situation doit finir. La première revendication des travailleurs doit être celle-ci: adaptation immédiate de tous les salaires au coût de la vie, à l'index 260. Fixation d'un minimum vital et augmentation générale de tous les bas salaires pour atteindre ce minimum.

Mais la hausse des salaires n'entraîne pas automatiquement une hausse des prix? Pas du tout. La hausse des salaires entraîne automatiquement une diminution des bénéfices des capitalistes. C'est pour sauvegarder leurs bénéfices que ceux-ci font monter les prix, ce qui enlève automatiquement aux travailleurs tous les avantages d'une augmentation des salaires. Le choix est clair: faut-il rétablir le standard de vie d'avant-guerre? Alors il faut augmenter les salaires sans augmenter les prix. Faut-il sauvegarder les bénéfices des capitalistes? Alors il faut permettre une hausse des prix après chaque hausse des salaires.

Les stalinien ont voulu lier l'augmentation des salaires à l'augmentation de la production. Mais cela revient à la même manœuvre que l'augmentation des prix. Augmenter la production en régime capitaliste signifie: sur-exploiter les ouvriers, augmenter les bénéfices des capitalistes. Les stalinien exigent donc comme condition préalable d'une augmentation des salaires une augmentation des bénéfices capitalistes. Comme la politique de la bourgeoisie, la politique stalinienne tend à stabiliser la diminution de la part des ouvriers dans la répartition du revenu national.

La politique ouvrière, c'est l'échelle mobile des salaires. Une fois les salaires fixés à 260, ils doivent automatiquement, mois après mois, suivre chaque augmentation de l'index des prix. Et nous n'avons aucune confiance dans les hauts fonctionnaires des ministères, agents des trusts, pour fixer cet index. Les index doivent être calculés par

POUR VENGER LES CRIMES NAZIS

LE LAMPISTE CRÈVERA

par Marcel BAUFRERE
RAPATRIÉ DE BUCHENWALD

(SUITE)

On choie et on juge Kramer et Göring. On extermine dans l'ombre des camps les innombrables lampistes. Ce bilan de la Victoire des alliés impérialistes ne peut surprendre des communistes. La sinistre farce de Nuremberg en est aujourd'hui le couronnement. D'un côté de la barre, les bandits aux ordres de l'impérialisme allemand, les Göring, les Keitel, les Ribentrop (mais pas leur maître Krupp, bien sûr!). De l'autre côté, les juges, les généraux, les officiers au service des impérialistes vainqueurs américains, anglais et français. Ces Messieurs, matraqueurs de grévistes, emprisonneurs et affameurs d'Indous, assassins d'Indonésiens et d'Indochinois, se paient le luxe de juger les crimes de leurs concurrents vaincus. Cette monstrueuse hypocrisie fait partie de l'arsenal des classes dominantes. Quand le procureur de Truman — l'homme à la bombe atomique — débite d'une voix monotone la liste des crimes nazis, son but est de démontrer que les seuls criminels, que les seuls responsables de la guerre sont du côté allemand. Bien plus, il veut établir la responsabilité du peuple allemand, c'est-à-dire de la première victime du nazisme. Déjà, en 1918, un des principaux soucis des vainqueurs fut d'établir la responsabilité unilatérale des vaincus dans le déclenchement de la guerre. L'Internationale Communiste de Lénine dénonça énergiquement cette escroquerie: la guerre, la barbarie sont les résultats inévitables du capitalisme et l'œuvre des capitalistes de tous les pays. Aujourd'hui Staline prête la main au blanchissage des impérialismes anglo-saxons, les réhabilite aux yeux des travailleurs du monde, ren-

dant plus aisée pour eux la préparation de la guerre contre l'U.R.S.S.

NOTRE JUSTICE

Le droit de juger les criminels de guerre n'appartient qu'aux masses populaires, aux victimes de la guerre et du fascisme. Alors les « juges » d'aujourd'hui iront rejoindre Göring dans le box des accusés. Les travailleurs grecs jugeront Scobie et Churchill; les travailleurs nippons jugeront Hiro-Hito et Truman; les travailleurs indochinois jugeront leurs bourreaux.

Les impérialistes voulaient abattre l'Allemagne (concurrent impérialiste dangereux) mais voulaient aussi écraser le prolétariat allemand. A aucun prix il ne fallait permettre la victoire du communisme en Allemagne. Or, seul le prolétariat allemand, guidé par les rescapés des camps de concentration (ceux qui étaient restés honnêtes — et il y en avait) pouvait entreprendre une véritable épuration. Si les tribunaux populaires élus s'étaient emparés de Kramer, Krupp, Göring et consorts, l'instruction serait terminée. Et la vie des bandits nazis également. Mais tous ces Messieurs avaient peur de cela. Ils avaient peur de voir les bandits jugés par leurs victimes. Ils avaient peur de voir Göring pendu comme un porc — comme un Mussolini — à l'étal d'une boucherie de Nuremberg, sur décision d'un tribunal élu par le peuple.

Quand notre justice fonctionnera, la justice populaire, nous n'aurons pas besoin de cinquante audiences et d'autant d'expertises pour décider. Et il n'y aura pas de camps de la mort lente...

« Le Monde » et l'échelle mobile des salaires

« Le Monde » du 29 novembre, parlant des nationalisations, s'apitoie sur la grande misère des 200 familles. Croynons sur sa parole, car IL EST PAYÉ, pour le savoir!

Les nationalisations, dit-il, doivent se faire « sans spoliation ».

Pour calculer l'indemnité, « IL FAUDRAIT CORRIGER LA MOYENNE DES DIVIDENDES D'AVANT-GUERRE. PAR EXEMPLE, A L'AIDE DE L'INDICE GENERAL DES PRIX ». C'est clair, « le Monde » est pour l'Echelle Mobile... des dividendes!

Il trouve que la Justice, c'est de réajuster, selon l'indice des prix, l'indemnité des requins qui s'engraissent de la sueur des ouvriers. Mais il est pour le blocage des salaires!

Les travailleurs répondront: Nationalisation sans indemnité ni rachat! Echelle mobile des salaires par l'application de l'indice des prix aux salaires de 1939!

Les travailleurs d'Afrique du Sud pour l'échelle mobile des salaires

La Conférence des Syndicats des ouvriers de couleur d'Afrique du Sud a adopté, le 6 août dernier, la résolution suivante: « Nous commençons par exiger un salaire matriciel minimum de 10 sh. par jour pour tous les ouvriers non qualifiés. Pour que ce salaire minimum corresponde au coût de la vie, nous revendiquons également l'adoption de l'échelle mobile des salaires, c'est-à-dire que les contrats de travail doivent assurer automatiquement l'augmentation des salaires en rapport avec la hausse des prix. »

DANS LE BATIMENT

Du travail pour tous!!!

Dans la région parisienne les ouvriers du bâtiment sont débâchés en masse, en particulier sur les chantiers de la S.N.C.F. Pendant ce temps, le ministre du Travail négocie pour obtenir que l'Italie envoie au titre des réparations, plusieurs centaines de milliers d'ouvriers. Et l'Union Syndicale du Bâtiment de la R. P. de larmoyer dans son bulletin d'information que ces ouvriers italiens qui seront payés à de très bas salaires concurrence déloyale. Concurrence déloyale? Les leurs salaires ne sont pas des « jaunes », leurs syndicats ont protesté contre ces déportations de travailleurs. Mais il est certain que la bourgeoisie voit en eux la main-d'œuvre à bon marché, placée sans défense sous un régime d'exception et dont elle a besoin pour briser la lutte du prolétariat français. Les gars du bâtiment ne sont pas contre l'entrée d'ouvriers étrangers en France, mais à condition que ceux-ci soient libres de leur choix et qu'ils ne soient pas utilisés par les capitalistes pour diviser la classe ouvrière. Que fait la C.G.T. face à cette manœuvre du patronat? elle fonde un cours syndical destiné aux militants italiens, espagnols et polonais qui seront chargés d'encadrer les ouvriers immigrés. Ce n'est pas là un remède si l'on n'exige pas DES SALAIRES ET DES DROITS EGAUX POUR LES TRAVAILLEURS ETRANGERS.

Mais cette politique d'immigration est-elle juste alors que l'on pratique un débouchage massif? La C.G.T. doit s'opposer à l'immigration forcée des travailleurs italiens et autres tant que les ouvriers actuellement en France sont sans emploi et pour qu'ils soient réintégrés dans la production, un seul mot d'ordre est juste: l'Echelle Mobile des heures de travail, c'est-à-dire la répartition de tout le travail disponible entre tous les bras disponibles sans diminution de salaire.

les syndicats en se basant sur des enquêtes réelles dans les familles ouvrières. Voilà la voie pour une véritable lutte contre la cherté de la vie!